



Université du PS annulée

Les Unions Départementales Cgt, Cgt-FO, Solidaires, Fsu et Unef de Loire-Atlantique ont pris connaissance de l'annulation ou du report de l'université d'été du Parti Socialiste, prévue à Nantes les 26, 27 et 28 août prochain. Sans vouloir commenter outre mesure des décisions qui appartiennent aux militants du Parti socialiste, nous constatons que cette annulation est symptomatique d'un parti de gouvernement qui perd pied face au profond mécontentement qui s'exprime, sur la loi travail notamment. Nous contestons farouchement les allégations du premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, ou des interprétations médiatiques de ses propos, qui laissent sous-entendre que la décision d'annulation résulterait de menaces proférées par les acteurs du mouvement pour le retrait de la loi travail : « *On nous menaçait de violence sur nos militants, on nous menaçait de saccager l'ensemble de la ville* ».

Les Unions Départementales Cgt, Cgt-FO, Solidaires, Fsu et Unef de Loire-Atlantique avaient prévu de tenir meeting, le vendredi 26 août à 17 h, au miroir d'eau à Nantes, à l'occasion de cette université d'été, afin d'interpeller les élus et ministres présents sur l'impopularité et le contenu d'une loi injuste socialement et inefficace économiquement. A aucun moment nous n'avons envisagé de « *saccager la ville* » ou de s'en prendre physiquement aux militants socialistes. Depuis le début de ce mouvement, nous condamnons fermement toutes les violences, d'où qu'elles viennent.

Les propos inacceptables de Monsieur Cambadélis visent, en adéquation avec la communication gouvernementale, à décrédibiliser le mouvement social en en donnant une image de voyous et d'irresponsables.

Contrairement à ce que déclare le premier secrétaire, ce mouvement ne se fixe pas pour objectif de « *mettre à terre le Parti socialiste, tant du point de vue de la contestation que de la violence dans l'action* », mais bien de mettre à terre cette loi travail qui représente une des plus graves attaques contre les salariés depuis plusieurs décennies. Le mouvement syndical ne combat pas les appareils démocratiques tels que les partis politiques mais bien les idées et les projets nauséabonds. La violence physique à l'encontre de qui que ce soit n'est absolument pas notre mode d'action.

Nous invitons Monsieur Cambadélis, qui a désormais 3 jours libérés sur son agenda, à venir à la rencontre des salariés qui se lèvent depuis 4 mois contre cette loi travail. Il pourra y entendre leurs réalités et la violence que représente ce texte pour eux, déjà largement précarisés et encore une fois pressurés au nom de la sacro-sainte compétitivité.

Nantes, le 5 juillet 2016